CENTRE DE CONFÉRENCES DE L'OCDE, SALLE CC7

8-9 AVRIL 2013

SAHEL AND WEST AFRICA Club DU SAHEL ET DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

RPCA
RÉUNION DU RÉSEAU DE PRÉVENTION DES CRISES ALIMENTAIRES

MOT D'OUVERTURE

M. François-Xavier de Donnea, Président du CSAO

Excellences Messieurs les Ministres,
Excellences Messieurs les Commissaires,
Mesdames et Messieurs,
Chers amis du Réseau,

Je suis heureux de vous accueillir ici au Centre de conférences de l'OCDE, à l'occasion de la traditionnelle réunion restreinte du Réseau de prévention des crises alimentaires.

Depuis près de trois décennies, ce Réseau construit de proche en proche, à l'échelle de l'Afrique de l'Ouest, la convergence des politiques visant à assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de millions de personnes. Malgré les obstacles, surmontant les critiques et dépassant les débats parfois houleux ; malgré les difficultés de tous ordres qui empêchent d'aller plus vite ; malgré tout cela, le RPCA avance et fait avancer les idées et améliore les outils de prévention et de gestion des crises alimentaires.

Si le Réseau existe encore aujourd'hui, s'il s'élargit, s'il devient plus fort, c'est parce qu'avant tout il est construit sur la légitimité politique des institutions régionales sahéliennes et ouest-africaines mandatées par les gouvernements de la région. Il nourrit et se nourrit de cette légitimité politique autour de laquelle il cristallise et renforce la gouvernance régionale.

Ceux qui connaissent l'Afrique de l'Ouest depuis longtemps ont vu naître et disparaître un beaucoup trop grand nombre d'initiatives et de structures bâties sur du sable ; c'est-à-dire sur l'illusion qu'il est possible d'aller plus vite et de mieux faire en se passant des institutions endogènes ; qu'elles soient locales, nationales ou régionales.

Penser de la sorte est une « faute de développement ». On croit gagner du temps et de l'efficacité mais on en perd au bout du compte. L'histoire du RPCA est au contraire celle de la construction patiente d'un édifice solide bien que toujours perfectible ; construction à laquelle le Club est fier de contribuer depuis trente ans, aux côtés du CILSS, de la Commission de la CEDEAO et de celle de l'UEMOA.

Le Sahel et l'Afrique de l'Ouest sont aujourd'hui *de facto*, la région africaine la mieux équipée en matière de prévention et de gestion des crises alimentaires. Tout n'est pas parfait, loin de là ; des chantiers immenses sont encore balbutiants, des outils restent à inventer. Mais ce que la région a construit, avec ses partenaires, en trente ans est absolument remarquable.

Ceci explique sans doute pourquoi, l'ensemble des parties prenantes de l'Alliance globale pour la résilience au Sahel et en Afrique de l'Ouest, ont unanimement décidé d'inscrire leur action commune dans le cadre du Réseau et de s'aligner sur les stratégies régionales et nationales de résilience.

Chers amis,

Nous voici à nouveau réunis quatre mois après la dernière réunion du Réseau en décembre dernier.

Celles et ceux qui étaient présents à Ouagadougou, aux côtés du premier Ministre M. Beyon Luc Adolphe Tiao et de tant d'autres personnalités de premier plan ; tous ceux là sans doute se souviennent comme moi de l'effervescence qui avait présidé à l'adoption de la déclaration commune de l'Alliance baptisée « AGIR ».

Nous avions tous le sentiment que cet instant pouvait être important pour l'avenir des populations sahéliennes et ouest-africaines encore trop nombreuses à souffrir de la faim ou de la malnutrition chronique. Nous étions en effet rassemblés autour d'une idée ambitieuse : celle de créer une coalition mondiale dans le cadre d'un contrat de génération – c'est-à-dire un engagement à long terme - pour éradiquer la faim dans une des régions les plus fragiles de la planète.

Mais nous avions également conscience que traduire un engagement politique en action est toujours une gageure. Que faire ? Comment le faire ? Dès que sont abordées ces questions nécessaires, le débat s'installe et des écoles de pensée s'affrontent. Ce débat – qui en réalité a commencé en juin 2012 à Bruxelles, puis s'est poursuivi à Accra, à Ouagadougou, à Paris, à Lomé – était indispensable. Il a fait apparaître les contours de l'Alliance. Nous entrevoyons aujourd'hui ce vers quoi nous marchons. Je saisis cette occasion pour saluer chaleureusement l'engagement et la contribution du Groupe restreint de travail sur la feuille de route, qui a permis la production de la version actuelle du document, soumise à notre appréciation.

Alors que fort heureusement, aucune crise alimentaire et nutritionnelle significative n'est inscrite sur notre horizon immédiat, nous pouvons consacrer une bonne partie de la réunion du Réseau à l'examen et à l'adoption de cette feuille de route régionale. Une fois amendée et adoptée, elle sera une référence commune, une grille de lecture et d'action partagée par tous.

Tous l'utiliseront pour travailler concrètement au niveau national en l'adaptant aux spécificités des différents pays, en s'appuyant sur leurs politiques et programmes en cours ainsi que sur les cadres et structures de gouvernance et de coordination existants.

L'enjeu est désormais de passer à l'action !

Pour cela nous aurons à nouveau besoin d'engagements et d'actes politiques. L'Alliance aura besoin de vous, leaders nationaux et régionaux ouest-africains ; de vous, responsables de la coopération au développement multilatérale et bilatérale ; de vous, responsables des organisations paysannes et de producteurs agricoles, de la société civile et du secteur privé ; de vous tous et de nous tous pour porter la volonté commune et inciter à la mise en œuvre de l'Alliance dans tous les pays qui en ont besoin.

Mesdames et Messieurs, chers invités,

Nous aborderons bien entendu la situation et les perspectives alimentaires du septentrion malien. Nous devrons examiner toutes les mesures qui doivent être prises pour que les populations de cet espace ne subissent pas le joug de la faim après avoir subi celui du terrorisme et des rébellions.

Ce faisant, nous devons garder à l'esprit que la résilience est un investissement pour l'avenir ; un investissement de stabilisation et de développement qui doit être compris et entrepris dans le temps long ; un investissement peu coûteux au regard du prix de la gestion récurrente des crises alimentaires et nutritionnelles dans la région.

Sur ces mots, permettez-moi de passer la parole à mes amis les Commissaires Diémé de l'UEMOA puis Atouga de la CEDEAO.

Je vous remercie.

Contact : laurent.bossard@oecd.org

Adresse postale CSAO/OCDE
2, rue André Pascal
F–75775 Paris, Cedex 16

Bureau Le Seine Saint-Germain
12, bd des Iles, bâtiment B
F–92130 Issy-les-Moulineaux

Tél +33 (0)1 45 24 78 55
Fax +33 (0)1 45 24 90 31
Courriel swac.contact@oecd.org